



L'Europe des Projets Architecturaux et Urbains

Groupement d'Intérêt Public

POPSU Plate-forme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines

COLLOQUE DU 26 MARS 2009 : « NANTES, UNE FABRIQUE URBAINE » RETRANSCRIPTION DES DEBATS

16h30 – 18h00 : Stratégies pour la ville : les ressources et les acteurs



Avec le soutien de :



Stratégies pour la ville : les ressources et les acteurs

Alain Bourdin, président du comité scientifique POPSU (animateur de la table ronde)

Nous allons débattre, à partir de quelques questions générales que j'ai posées mais qui deviendront très vite des questions concrètes, sur la question de la stratégie des métropoles. Je vais démarrer par deux petites minutes d'introduction pour rappeler les propos de Laurent Devisme ce matin quand il évoquait la démarche pragmatiste, c'est-à-dire référée à la philosophie pragmatiste.

Qu'est-ce que nous dit le pragmatisme, quand on veut dire les choses très très simplement ? Il nous dit que la vérité n'est que ce qu'on en dit, que le discours qu'on tient sur elle, dans la mesure où ce discours nous permet d'agir.

Si je fais cette petite référence c'est pour rappeler simplement que le rapport entre la connaissance, c'est-à-dire ce que l'on produit comme connaissance, l'action et le discours, c'est un rapport indissoluble. On peut dire cela dans tous les sens : le discours procède de la connaissance, la connaissance procède du discours... peu importe, mais ce qui est clair c'est que les choses ne sont que ce que nous en disons, nous les connaissons à partir de ce que nous en disons et nous agissons à partir de ce que nous disons.

Pourquoi je fais cette introduction ? Parce que, concrètement, le problème qui est évoqué depuis ce matin à propos de l'urbanisme ce n'est pas seulement celui du « storytelling », le problème ce n'est pas simplement de raconter une histoire – on ne peut plus faire d'urbanisme sans raconter d'histoire, j'en suis bien d'accord – mais c'est aussi le problème des catégories que nous utilisons et du choix des débats.

Je vais faire un peu de polémique... Il y a eu ce matin un débat sur le générique et le spécifique. On était plusieurs dans la salle à penser que c'est un débat qu'il ne faut pas avoir, parce que ce n'est pas une bonne façon de poser les problèmes. C'est une façon de poser les problèmes qui ne nous mènera nulle part. Ce qu'il y a, quelqu'un l'a dit dans un débat, c'est peut-être un mode de faire les villes dans les métropoles françaises, c'est une piste extrêmement intéressante, peut-être dans les métropoles européennes, peut-être avec des cas de figure différents. Mais là, on pose le problème autrement, on ne s'enferme pas dans l'opposition générique/spécifique.

De même il y a un front de l'innovation, c'était très intéressant à entendre ce matin, il y a des milieux porteurs de l'innovation et il y a une manière de se situer

pour une métropole dans le jeu de l'innovation. Il y a le moment où c'est le bon coup de faire le musée Guggenheim à Bilbao, il y a le moment où c'est le bon coup de faire les Machines à L'Île de Nantes, puis il y a le moment où ce n'est plus le bon coup, où c'est passé, c'est autre chose, on est dans un autre moment du front de l'innovation.

La question est donc de savoir comment est-ce que l'on choisit les bons débats, comment est-ce que l'on choisit les bonnes manières de poser les problèmes. Autrement dit, la question que nous pose beaucoup le développement durable aujourd'hui, c'est notre rapport aux certitudes.

Depuis que je suis dans l'urbanisme, j'ai l'impression que l'on a gagné beaucoup de batailles sur ce plan, puis qu'on est en train d'en perdre. On est passé d'une période où l'urbanisme était bourré de certitudes. Certitudes sur les objectifs, certitudes sur les méthodes, certitudes sur les résultats que l'on allait obtenir. On a réussi peu à peu à faire admettre que les certitudes n'étaient jamais certaines et que, en revanche, toute question d'urbanisme devait se problématiser. Autrement dit, que toute question d'urbanisme est un problème qu'il fallait construire, par rapport auquel il fallait éventuellement fabriquer des connaissances spécifiques, par rapport auquel il fallait inventer des solutions, etc., mais que c'était toujours un problème à construire.

C'est ce qui était dans l'idée de projet. Malheureusement, l'idée de projet a été déformée à partir de la seule définition du projet d'architecture. L'idée de projet c'était ce que je viens de dire, c'était à chaque fois : il faut problématiser, il faut fabriquer des problèmes. Cela nous permet de mettre à distance tout un tas de mots creux ! Mixité, centralité, ville dense... mots auxquels on peut faire dire à peu près tout ce que l'on veut.

Il y a eu quelques beaux exemples dans la table ronde que l'on vient d'entendre. Quand on commence à vraiment construire un problème, on y voit beaucoup plus clair. C'est vrai, même quand il s'agit de politiques publiques. Et comme, après tout, je ne suis qu'un universitaire, un universitaire dont on sait depuis le 22 janvier qu'il ne compte pas beaucoup dans la société française..., je peux dire que le Grenelle de l'Environnement, de ce point de vue, a été très peu problématisant. Il a été alignement d'un certain nombre de choses, sans doute positives, mais il n'a pas posé des problèmes, il n'a pas construit des problèmes.

Je suis inquiet, je le dis, par rapport à l'évolution actuelle de l'urbanisme parce que je vois se redévelopper une espèce de processus de verrouillage. On réaffirme des certitudes et on se sert, malheureusement très souvent, du développement durable pour réaligner des certitudes. On a le plaisir à entendre que ce n'est pas toujours le cas, mais c'est en tout cas un danger qui est couru par un certain nombre de gens.

Je ne vais pas aller beaucoup plus loin mais je voudrais faire remarquer que le développement durable est une chose tout à fait sérieuse, cela va être la grande idéologie avec laquelle on va travailler dans les années qui viennent. Mais le développement durable, chacun le sait, est, dans sa phase actuelle, flou et bourré de contradictions. Il suffit de revenir à ses origines, au compromis qu'il représente entre des pensées parfaitement contradictoires. N'oublions pas les origines de la naissance du rapport Brundtland, n'oublions pas les différents courants existant dans la pensée écologiste, qui sont éventuellement des courants totalement contradictoires. Ces contradictions ne sont pas réglées.

Aujourd'hui, le développement durable est une idéologie naissante qui va jouer un rôle fondamental pendant des décennies mais elle n'est pas stabilisée. Donc on ne peut pas la prendre comme une vérité établie, on doit au contraire toujours s'interroger sur ce que l'on entend par développement durable. Dans le fond, c'est ce qui a été un peu commencé depuis quelques années.

Puis, on a là-dessus le problème des économies d'énergie, problème encore une fois parfaitement légitime. On sait que les débats sur le climat et sur l'évolution du climat ne sont pas finis, que le monde scientifique bruisse de débats contradictoires – je ne parle pas des interventions intempestives de Claude Allègre, je parle de choses sérieuses –, on sait qu'il y a encore entre différentes disciplines des interprétations très diverses sur ce que sera l'évolution du climat.

Ce que l'on sait aussi c'est qu'on a suffisamment mis en évidence l'impact des gaz à effet de serre pour que, dans une perspective de principe de précaution, on fasse ce que l'on est en train de faire. Je dis perspective de principe de précaution parce que l'on sait que c'est ce qu'il y a lieu de faire aujourd'hui mais que l'on ne sait pas exactement ce que cela représente par rapport à ce que l'on fera dans l'avenir.

On ne va donc pas faire des certitudes sur l'avenir avec ce qui est le principe de précaution. On est dans l'ordre de la prudence, on est dans l'ordre de la précaution. Il y a quelques années, on avait inventé à Berlin cette expression admirable « d'urbanisme précautionneux », je suggère que l'on y revienne, c'est tout à fait autre chose que d'énoncer des certitudes une fois pour toutes.

Cependant, et je voudrais finir là-dessus, le développement durable – vous allez voir le brillant de l'articulation... – nous pose un problème redoutable qui est un problème central. Il nous pose des questions sur les conséquences de ce que nous faisons, et on entre là dans une problématique que l'urbanisme a toujours eu du mal à aborder, qui est la problématique des conséquences : je sais ce que je veux faire éventuellement, pas toujours, au mieux je sais ce que je veux faire, mais j'ai souvent du mal à raisonner sur les conséquences de ce que je vais faire. A mon sens, la chose la plus importante que nous apporte le développement

durable, ce ne sont pas les écoquartiers, c'est la nécessité de construire les modalités pour réfléchir sur les conséquences de ce que nous faisons. C'est pour l'urbanisme un secteur de redéveloppement considérable et, là-dessus, nous n'avons pas énormément de choses.

Ayant dit cela, je voudrais en venir plus précisément à une question qui est évidemment tout à fait liée aux conséquences, qui est la question des stratégies. En gros, le débat auquel je vais vous inviter porte sur trois points.

- Qu'est-ce que c'est aujourd'hui qu'une stratégie pour une métropole ? De deux façons, c'est-à-dire : quels sont les points vraiment critiques pour le développement d'une stratégie métropolitaine, est-ce qu'ils ont changé ? Est-ce que le contexte actuel de crise fait qu'on pense qu'ils vont changer ou bien, au contraire, est-ce qu'il n'y a pas de raisons que cela change ? Ensuite, qui est porteur des éléments de stratégie ? Et, en particulier, dans la stratégie d'une agglomération, qu'est-ce qui est porté par la communauté urbaine, l'intercommunalité en général ?
- On est quand même dans un programme qui se voulait un programme de coopération entre chercheurs et acteurs. Donc on ne peut pas éviter la question de quels savoirs on a besoin. Si certains d'entre vous ont envie de se lancer sur quel rôle on peut attendre des chercheurs, nous, on sera bien contents... Parce que, après tout, c'est quand même un des éclairages que l'on attend de ce programme. Donc de quels savoirs a-t-on besoin ? Qu'est-ce qui manque ? Sans vouloir participer directement au débat, je dirais qu'il y a quand même des évolutions, par exemple de l'appareil statistique français, de ce qu'il produit, de ce qu'il ne produit pas.
- Dans l'élaboration des stratégies et des savoirs pour les stratégies, sur qui peut-on s'appuyer ? Quel est le rôle d'une agence d'urbanisme ? Quel est le rôle des services d'une intercommunalité ? Qu'est-ce qu'on attend des experts que l'on fait venir de l'extérieur, ou bien qu'est-ce que l'on attend du milieu local de la recherche ? Etc.

Voilà donc les trois questions sur lesquelles nous allons vous faire discuter. Si vous voulez bien, nous pouvons commencer par la première de mes questions qui tourne autour de la définition de la stratégie avec, puisqu'il en est d'accord, Patrick Rimbart.

Patrick Rimbart, vice-président de Nantes Métropole

Les conséquences de votre intervention pourraient être que l'on pourrait réaborder tous les problèmes que vous avez évoqués, mais vous avez fermé le banc et avez posé d'autres questions... Cela nous laisse un peu frustrés... Je vais quand même y répondre.

Est-ce que le développement durable est aujourd'hui un faux nez pour revenir à des choses traditionalistes un peu rôdées et qui relookent simplement de vieilles idées stables ? Est-ce que le développement durable est un nouvel élément marketing ? Sur quoi cela s'appuie ? Vous avez évoqué la tectonique des plaques, enfin un de ceux qui y pensent..., l'effet de serre, les économies d'énergie.

De manière un peu plus simple, et un peu plus politique, ce que je sais et ce que nous savons tous, c'est qu'il y a 6 milliards d'habitants, qu'il y a 500 millions d'habitants dans les pays dits développés qui ont un certain mode de vie, que la mondialisation est un essai de ceux qui ne participent pas à ce mode de vie d'y accéder. Nous savons tous que c'est impossible. Dans une économie mondialisée, d'échanges, où le modèle des uns et des autres s'interpénètre, nous savons que c'est une course vaine, folle, et nous n'y sommes pas préparés.

Le développement durable pose cette question. Comment les villes, qui sont des sociétés, peuvent vivre entre elles dans un monde de 6 milliards d'habitants, avec des villes comme Mexico, où à l'intérieur de ces villes il n'y en a pas 10 % qui vivent sur notre modèle français de consommation, notre standard ? Ce problème-là doit nous interpeller politiquement.

Sur l'effet de serre, nous avons quand même des certitudes. Que ce soit la cause de la fin du monde ou de son accélération, ce que l'on sait c'est que l'accélération de ces mécanismes va faire remonter le niveau de l'eau. Même si ce n'est que de cinq centimètres, il y a plus de 200 ou 300 millions d'habitants qui vont devoir aller ailleurs.

Je dirais que le développement durable c'est d'abord une question à nos modes de vie, à nos modes de fonctionnement, à nos modes de développement, et c'est une obligation d'y répondre. C'est une obligation de résultat car si nous nous cachons cette chose-là, ce mouvement en marche, nous racontons des blagues à nos populations pour lesquelles on essaie de construire un avenir sinon radieux, du moins un avenir tout court.

Ces deux entrées, peut-être un peu triviales, peut-être dans une réflexion peu approfondie, me suffisent à dire qu'il faut avoir une stratégie par rapport à cela et qu'il faut développer des actions pour être l'un des partenaires d'une action plus globale pour répondre à l'ensemble de ces questions qui sont aujourd'hui planétaires. En tout cas des villes avec qui nous voulons avoir des relations, des villes avec qui nous voulons échanger, des réseaux dans lesquels nous voulons nous mettre. Si Nantes veut être une ville européenne, c'est-à-dire être dans un réseau de production, de développement, cela veut dire que les villes européennes elles-mêmes sont dans un réseau de villes mondiales et d'échanges. On doit donc prendre en compte non plus aujourd'hui que le local mais, de fait, notre stratégie doit prendre cette dimension-là.

D'après ce que j'ai entendu, si le développement durable est une manière de reticoter – comme l'Agenda 21, comme d'autres concepts ou d'autres méthodes – les mêmes choses mais de ne pas changer, effectivement cela ne sert à rien. Si c'est par rapport à un questionnement qui est : que voulons-nous ? qu'est-ce que cela veut dire par rapport aux autres ? quelles conséquences sur notre action ? quelle cohérence ? à ce moment-là, le développement durable doit être intégré dans cette notion de cohérence de nos stratégies.

Je réponds très partiellement parce que vous avez un discours très construit là-dessus. Vous posez le problème de la recherche mais je pense que la fonction du chercheur et de la recherche c'est de provoquer ces questionnements et d'obliger chacun d'entre nous à se positionner. Mais ce n'est pas dans un statut hiérarchique d'un chercheur qui sait, d'un homme d'action qui n'a pas le temps de penser et d'un politique qui essaie de faire que tout cela avance malgré tout dans toutes ces contradictions. Je crois que c'est dans un rapport dialectique où le chercheur doit se demander pourquoi nous parlons de mixité, pourquoi nous parlons quelquefois avec cinq cent mots, et parfois moins, pour exprimer une vision. Parce que, comme vous l'avez très bien dit, il y a un moment où la connaissance, l'action, le discours, le discours, l'action, la connaissance, tout cela doit tourner, et avec tout le monde.

Je ne veux pas partir dans tous les sens sur ce sujet mais je pense que c'était une interrogation, une interpellation. En tout cas, je ne sais pas si c'était votre question mais c'est ma réponse...

Sur les stratégies. C'est un élément stratégique, on est dedans. J'ai bien entendu la conclusion que vous apportiez sur la stratégie, savoir ce que c'est que la stratégie. Est-ce que c'est facile de parler d'une stratégie par rapport à un périmètre, par rapport à quelque chose de bien défini, et le paradoxe sur lequel vous terminiez : finalement, est-ce que la ville n'est pas une stratégie de vivre ensemble sur cette planète. Si ce n'est pas une stratégie volontaire, c'est sans doute une stratégie « darwinesque », si je puis dire, dans le bon sens du terme, qui fait que notre survie aujourd'hui nous la trouvons tout naturellement dans les villes, dans l'organisation urbaine parce que c'est aujourd'hui la meilleure manière de répondre à notre propre reproduction et à notre propre production.

Notre stratégie aujourd'hui à Nantes, nous l'avons à plusieurs échelles, forcément. Nous l'avons à l'échelle de l'aire urbaine, ce que l'on nous oblige aussi à penser dans des concepts que nous ne pouvons pas prendre en considération parce que le résultat évolue tout le temps. Quand on a voulu faire la communauté urbaine, c'est parce que vingt-quatre maires se sont dit que leurs habitants ne regardaient pas les frontières communales, on ne leur demande pas de passeport, ils ont un vécu. Comment alors organiser toutes ces choses-là et ne pas se faire

concurrence, avoir une approche rationnelle et une stratégie commune plutôt que concurrentielle et destructrice.

Il y a donc eu une stratégie de se mettre ensemble pour pouvoir mieux hiérarchiser les choses, mettre les moyens plutôt que de les distribuer dans une stratégie de l'entre-soi, de la sauvegarde de chacun, en utilisant une partie des habitants de la métropole pour qu'ils travaillent, s'ils étaient au chômage, en les mettant dans une autre ville qui pratique une politique un peu plus sociale ou dans une autre ville qui a un peu plus de logements. Etc. La communauté urbaine a donc été une stratégie.

Il y a aussi la stratégie de Nantes-Saint-Nazaire. On peut se poser cette question : pourquoi Nantes-Saint-Nazaire ? Pourquoi, il y a vingt ans, alors que Nantes était réputée la ville bourgeoise et Saint-Nazaire la ville ouvrière, donc totalement opposées, deux maires ont voulu faire une charte commune pour leurs communes ?

Nous avons d'abord ce sentiment que nous avons une histoire commune, des intérêts communs mais surtout parce que ce territoire était un territoire qui permettait une meilleure perception de ce que nous étions par rapport à un réseau urbanisé, par rapport à des alliances, par rapport à la construction d'une stratégie plus large de positionnement dans les grandes villes françaises et européennes, et que cela il fallait lui donner un contenu.

Puis, parallèlement, nous avons créé le réseau des villes du Grand Ouest. C'était aussi une stratégie pour profiter de cette richesse de villes que nous avons, de densité petite ou moyenne, mais nous n'étions pas un désert. Se mettre ensemble pouvait donc permettre de construire des stratégies en commun. Cela a plus ou moins bien marché avec les hommes, c'était plutôt du genre volontaires. Cela repart, cela revient mais c'est une stratégie qui est toujours à l'œuvre, ce n'est pas un coup, comme vous dites.

Puis, pour aller plus loin dans la stratégie Nantes-Saint-Nazaire, toujours constants dans notre idée, nous avons fait un SCOT en détournant un peu l'objet de la loi. Le SCOT devait être pour l'aire urbaine, nous l'avons fait pour cinquante-cinq communes, deux aires urbaines et un territoire non constitué, certaines communes étant obligées de se mettre en communauté de communes.

Notre stratégie est constante et le fond de cette stratégie est de dire qu'il y a dans un monde urbanisé, là où nous sommes, à l'Ouest, c'est-à-dire dans cette espèce d'arc un peu ridicule que l'on prend un peu pour une Bécassine, un potentiel d'union, de coopération pour atteindre des tailles critiques que nous n'avons pas parce que ce n'est pas notre histoire.

Nous en parlons tout à l'heure, un des enjeux est également Nantes-Rennes. Que la recherche universitaire, un pôle fort de chercheurs et d'universités, représente

un des éléments de notre stratégie, on peut toujours le dire, mais ce dont je suis persuadé c'est que le faire tout seuls avec notre université nantaise, voire notre université nantaise et Angers, nous n'y arriveront jamais ! Le véritable enjeu est de faire un PRES universitaire Nantes et Rennes pour pouvoir atteindre des dimensions où nous serons capables de développer des programmes, d'attirer de nouveaux chercheurs, de développer des projets, et donc de ne pas déléguer à d'autres tout ce que l'université apporte de formation, de connaissance, d'intelligence territoriale.

La stratégie en temps de crise, ce n'est pas de changer de stratégie. C'est renforcer et reprendre des éléments que l'on a pu abandonner sur le bord du chemin parce que c'était un peu compliqué à faire, c'est donc d'avancer. Dans la Conférence métropolitaine (La Baule, Saint-Nazaire), dans le réseau de villes en faisant comprendre l'intérêt de Nantes-Rennes. Nantes-Rennes c'est quelque chose qui va se passer avec *Place Publique*, qui va être un fédérateur de cette opération et de son relancement.

Moi, ce qui m'énerve, c'est la réforme Balladur... Ce qui m'énerve c'est de dire que la stratégie c'est de faire de gros territoires avec une grosse population ou de faire des choses soi-disant plus à une échelle avec des références que l'on ne montre jamais. Alors que, quand on a fait les départements, ceux qui les ont faits ont eu l'intelligence de dire que le périmètre d'un département c'était le périmètre de mobilité à cheval. Aujourd'hui, la nouvelle pertinence des grosseurs qui fondent ces nouvelles tailles est d'une pauvreté sans nom ! Ce n'est même pas dans une dynamique et dans une représentation de ceux qui ont fait la Révolution. Aujourd'hui, on ne peut pas tout englober, on ne peut pas poser toutes les questions et trouver toutes les réponses dans un même territoire et à une même échelle.

La stratégie c'est de créer ces réseaux, les faire vivre, trouver des gouvernances et les faire avancer. C'est aussi la réponse à la crise d'aujourd'hui.

Nathan Starkman, directeur général de l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole

Je reprendrai ce qu'a dit Patrick Rimbart sur les certitudes, il en a énoncées des fortes à très grande échelle. Il y en a d'autres comme la question des ressources renouvelables, les questions de pollution... Même en descendant les échelles, on a quand même encore un certain nombre de certitudes pour travailler. Je ne pense pas du tout que le développement durable soit un truc flou et contradictoire, je vais revenir fortement sur les mots creux pour défendre les mots creux qu'Alain Bourdin mis en avant.

Sur le développement durable, l'urbanisme précautionneux. Le développement durable, si j'ai bien compris la définition que l'on en donne généralement, c'est

tout : l'économie, le social et le reste. Si c'est tout, il est assez logique qu'il soit partout. L'urbanisme précautionneux me fait peur, le principe de précaution me fait peur. Ce n'est pas parce qu'il y a eu une jurisprudence lilloise sur l'annulation d'un schéma directeur au nom du principe de précaution, qui est la seule en France, ce n'est pas pour cela qu'il me fait peur. Certes il faut être précautionneux mais il ne faut pas que cela arrête le mouvement. Il y a un risque.

Sur les stratégies. J'aime bien la première définition qui est donnée dans l'article produit à la fin du premier recueil transversal de POPSU, c'est-à-dire l'ensemble d'actions qui convergent vers des objectifs. On peut travailler avec ça.

A urbanisme précautionneux, je préfère urbanisme tout court. Cela me paraît beaucoup mieux et moins ambigu. Je pense qu'on retrouve dans le développement durable, et ce n'est pas un défaut à mon sens, un certain nombre de questions que les urbanistes se sont toujours posées, en tout cas depuis que j'ai un exercice professionnel : les questions d'économie d'espace, les questions de qualité de desserte par les transports, les questions de densité, pourquoi pas, etc. Elles sont certainement relancées, relookées, remises en avant avec d'autres idées qui se développent à des échelles plus larges, mais je dirais que tout cela n'est pas nouveau, cela a toujours été dans les préoccupations essentielles des urbanistes et je ne crois pas que ceci ait vieilli. Même s'il y a d'autres thèmes maintenant de travail. Cela me paraît quand même une idée importante, l'idée que le développement durable ne réinvente pas tout.

Patrick Rimbart a dit beaucoup de choses sur les stratégies que j'aurais dites moins bien. Une stratégie, des stratégies... il y a forcément des stratégies parce qu'il y a des échelles. On ne peut pas prendre purement les mêmes stratégies à des échelles totalement différentes et ceci pour deux raisons. Parce qu'il y a des problèmes de dimension, mais tout autant pour des problèmes politiques. Il y a des échelles qui sont gérées de manière relativement simples par des systèmes politiques et pour d'autres ce n'est pas le cas.

La communauté urbaine de Lille c'est un peu moins de 1,2 million d'habitants. Une structure politique, la communauté urbaine en l'occurrence, avec des compétences, des outils. Le territoire communautaire est pratiquement celui du SCOT et en même temps c'est un territoire qui n'a plus beaucoup de sens quand on regarde les échanges, les déplacements, les échanges économiques qui sont à une tout autre échelle que nous appellerons échelle métropolitaine. Il y a eu une ouverture politique faite par Pierre Mauroy il y a quelques années sur l'idée d'une coopération métropolitaine, très bien reçue d'ailleurs par les élus de tous bords politiques des territoires autour. Et il y a ce que j'appellerais un embryon de réflexion métropolitaine.

Pourquoi un embryon ? D'abord parce qu'il y a une multitude d'acteurs politiques, une multitude de systèmes administratifs qui travaillent ensemble, et surtout parce qu'il n'y a pas de règles communes, notamment en matière fiscale. Ces territoires-là fonctionnent d'une façon indépendante. Je ne dis pas que les problèmes politiques pour les fusionner sont réglés, c'est loin d'être le cas, mais il y a des tas d'autres questions qui se posent. On ne peut donc pas appliquer strictement la même stratégie à toutes ces échelles.

Je dirais que l'enjeu c'est la coordination, l'articulation. C'est que tout cela se parle, que tout cela se corresponde, que tout cela ne se contredise pas. Ce qui est déjà un sacré challenge sur le plan technique et autant, sinon plus, sur le plan politique.

Sur la question des outils, ce sur quoi on peut s'appuyer, agences d'urbanisme, experts, services de structures publiques. J'ai une petite expérience, essentiellement des agences d'urbanisme, et, bien sûr, des services des collectivités territoriales que je côtoie quotidiennement. Je pense qu'il n'y a pas de réponse univoque. Si l'on regarde les agences d'urbanisme, ce que je connais le mieux, elles ont une insertion dans les processus de fabrication de la ville qui varie terriblement d'une agence d'urbanisme à l'autre. Est-ce que c'est condamnable en soi ? Moi, je ne le crois pas. La question c'est d'être sûr que le travail est fait, c'est-à-dire qu'il est affecté à des équipes qui ont la compétence pour le faire, et que les équipes qui font les différents travaux fonctionnent de manière suffisamment correcte, c'est beaucoup demander, ensemble.

Puis je crois qu'il y a un deuxième enjeu, c'est la qualité de la maîtrise d'ouvrage, à tous les niveaux. Et je dis que, très modestement, je reviens sur mon territoire, à Lille, que ce soit à l'agence ou dans les services des collectivités territoriales, on a pas mal de progrès à faire. Il y a encore des tas de champs de connaissance qui ne sont pas suffisamment exploités.

Pour finir, je vais dire un mot sur le programme POPSU, que j'ai suivi d'un peu loin depuis le début. Moi ce qui m'a beaucoup surpris dans la journée d'aujourd'hui c'est de ne pas être surpris. Je n'ai été surpris à aucun moment, je n'ai été surpris à peu près à aucun moment non plus dans le déroulement des études POPSU. J'ai entendu des choses parfaitement intéressantes, je me suis reconnu – on parlait de miroir ce matin –, je me suis parfaitement reconnu dans le miroir, j'ai entendu des réunions qui étaient des tranches de vie auxquelles moi aussi j'ai assisté, exactement les mêmes ou à peu près les mêmes, sauf que, en général, c'était un peu plus complexe dans la réalité que dans la relation qui en a été faite, mais c'est une relation forcément simplifiée.

Qu'est-ce que j'attendais ? J'attendais d'être surpris. J'attendais que l'on me dise : en confrontant les expériences, en regardant comment cela fonctionne, là il y a

des choses que vous n'avez pas vues, il y a des choses surprenantes. En bien, pourquoi pas, en négatif, pourquoi ne pas le dire non plus. C'est cela que je n'ai pas trouvé. Par rapport à ma pratique professionnelle, j'ai entendu tout un tas de choses dont je dirais qu'elles sont justes, qu'elles sont exactes, qu'elles sont conformes à une réalité que je connais bien, mais ce que j'aurais voulu, c'est le plus, le décalage.

Mon interrogation par rapport à ce qui a été relaté aujourd'hui par les chercheurs POPSU, elle est plus là, l'idée de fouiller, de croiser, jusqu'à trouver les surprises.

Gilles Retière, *premier vice-président de Nantes Métropole*

Je ne sais pas si je vais bien répondre à vos questions telles que formulées, je voudrais simplement faire part de mon expérience à ce poste actuel de premier vice-président.

La communauté de Nantes est jeune finalement, par rapport à Lille ou à Lyon, puisqu'elle a été créée le 1^{er} janvier 2001. Nous avons connu un mandat d'installation et de développement, je dirais presque de foisonnement, parce que nous avons eu enfin avec une communauté urbaine la capacité d'avancer dans plein de directions et d'avoir des politiques si possible très pertinentes, voire exemplaires. Je pense par exemple à la politique des déplacements. Nous sommes une des villes qui a organisé certaines politiques de déplacement. En matière de déchets, nous avons certaines expériences intéressantes, je ne sais pas si elles sont originales, en tout cas elles sont intéressantes. Nous avons un Agenda 21 qui a été construit avec un certain nombre d'acteurs et de services qui, pour nous, est un beau concept. Nous avons une politique d'habitat qui a commencé à s'affirmer sur un certain nombre de domaines.

Quand je suis arrivé vice-président il y a un an, je me suis retrouvé avec trente-trois vice-présidents et, je dirais, presque autant de services qui chacun avait des politiques plus ou moins affirmées mais fortes. Pour moi, le problème c'est de faire marcher tout le monde ensemble, pour utiliser des mots très simples, c'est-à-dire d'avoir dans cette maison, dans cette structure, une cohérence et une coordination entre les différentes politiques. C'est venu au fur et à mesure. Ce n'est pas la peine d'avoir une politique de transports en commun performante si l'on construit n'importe comment dans tous les sens.

Ceux qui conçoivent ce rapprochement des diverses politiques publiques, il faut qu'ils soient suffisamment pédagogues pour le faire partager et pour entraîner. A l'échelle d'une communauté comme Nantes, bien sûr pas mal d'initiatives sont à l'origine de la ville de Nantes et, de toute façon, il faut que les élus nantais soient moteurs. S'ils ne sont pas moteurs, cela ralentit. Mais il faut que les autres alentours soient persuadés qu'il faut avoir une synthèse de nos politiques publiques et faire en sorte que l'on construise là où il y a du transport en commun,

là où il y a de la vie et là où l'on a de bonnes relations avec les autres pôles de vie.

Je dis ceci parce que la stratégie, le concept de l'organisation d'une ville, cela peut être bien mais cela ne se vit que si ceci est partagé et entraîné. Mon travail essentiel a été d'organiser les groupes d'élus, je dis bien les groupes d'élus, d'organiser la structure de telle façon que l'on ait ces croisements. Cela vous paraît peut-être évident mais je crois que l'une des difficultés c'est de faire partager ses convictions, ici sur le territoire de la communauté urbaine, mais aussi avec les territoires alentours. On peut dire que c'est fait dans le SCOT, je ne sais pas. Je ne sais pas si l'agglomération de Saint-Nazaire et l'agglomération nantaise partagent autant de politiques similaires et identiques. Bien sûr, il y a des thématiques sur lesquelles nous sommes d'accord, sur le développement du port par exemple, mais sur le reste ? Sur des déplacements, oui, nous avons trouvé des correspondances, mais de là à dire que nous avons une relative fusion de nos politiques, non, ce n'est pas encore le cas.

Patrick Rimbart a raison, tout ne se règle pas entre Nantes et Saint-Nazaire, il y a Rennes, il y a le réseau de villes alentours, il y a les autres territoires.

Pour moi, la stratégie c'est d'abord d'avoir un projet politique partagé et d'entraîner les acteurs et même un peu plus, la population.

Je voudrais vous parler en tant que maire de Rezé un instant. Sur le mandat précédent, nous avons mis l'accent très fortement sur un certain nombre d'actions en matière de développement durable, dit Agenda 21. Nous avons bien mobilisé les acteurs municipaux, nous avons fait un forum annuel où la moitié des agents, cela veut dire aussi bien les femmes de ménage, les ingénieurs que les travailleurs sociaux, ont participé et ont présenté des actions sur la thématique du développement durable. C'est sans doute intéressant mais cela reste à l'interne. Ma préoccupation actuelle est de faire en sorte que la grande masse de la population s'y engage.

Actuellement, je mène une recherche sur Rozé avec un grand groupe de gestion de services urbains très connu sur quelle est la perception de la population sur la thématique du développement durable. Ce que l'on constate – nous avons fait un certain nombre de débats et d'analyses – c'est que ce n'est pas tellement la peine de leur parler de rejets de CO₂, ils ne comprennent pas. Si l'on veut les entraîner dans un certain nombre d'actions, il faut leur parler de choses sur lesquelles ils ont envie d'agir. Et, à partir de ce sur quoi ils ont envie d'agir, on peut ensuite les entraîner dans d'autres actions. Si l'on veut avoir une réalité de notre mouvement sur un XXI^e siècle plus viable, il faut aussi partir de ce à quoi les gens peuvent être sensibles et ce sur quoi ils peuvent être acteurs. Après, on peut ouvrir beaucoup de champs.

Nathan Starkman

Je n'ai rien dit sur les mots creux, et l'intervention de Gilles Retière m'y renvoie. Moi, je ne pardonne pas à Alain Bourdin les mots creux, que ce soit développement durable, mixité, ville dense. Pour moi, ce ne sont pas des mots creux. Il y a énormément à faire passer là-dessus. A Lille, il y a un travail de pédagogie qui se fait progressivement parmi les élus sur ces questions-là. Ce ne sont pas des questions faciles.

Je ne vais pas raconter l'histoire de la gouvernance lilloise, elle est un peu complexe, elle est en train de changer très fortement dans un sens où l'urbanisme de « compétence communautaire » est moins dans les mains des maires qu'il ne l'a été. Il y a un travail de pédagogie sur des questions qui sont aussi fondamentales que cela. Il y a un travail de pédagogie qui est fait aussi à une échelle plus large, et c'est beaucoup plus difficile, vis-à-vis de la population, de faire passer ces notions.

C'est extrêmement important de parler de ça avec des mots simples et compréhensibles, c'est extrêmement important dans notre boulot. On se rend compte à quel point faire passer des messages là-dessus c'est difficile, donc je pense que la pédagogie est essentielle.

Alain Bourdin

Je me redonne la parole un instant pour préciser mon propos. Quand je dis que le développement durable est contradictoire, cela ne doit pas être pris comme une critique. Les grands mouvements comme l'idée de démocratie, c'est à ce niveau-là ! Et ces idées mettent des décennies à s'élaborer. Mais il ne faut pas arrêter le travail d'élaboration. Quand je dis cela c'est pour dire qu'il ne faut pas croire que l'élaboration est finie, on a nous tous une responsabilité dans le travail d'élaboration.

Mots creux, c'est un peu de la provocation mais je vais quand même m'expliquer. C'est justement ce type de propos que je veux tenir, c'est-à-dire que le problème c'est de faire passer des messages. Or je ne suis pas sûr qu'en conceptualisant, parce qu'utiliser ces mots-là est une manière de conceptualiser, nous y arrivions. C'est méchant de dire que c'est creux, c'est polysémique, il y a beaucoup de sens, ce n'est pas toujours assez clair, mais ce n'est pas forcément la meilleure manière de clarifier nos messages et de les faire passer. Je suis bien d'accord que sur les sujets qui sont derrière, je ne veux pas que l'on m'interprète mal, il y a des messages extrêmement importants à faire passer.

Nathan Starkman

Je ne te fais aucun procès sur le fond, je voulais simplement dire que les mots sont importants et le débat sur les mots, il existe. Très vite on rejette tout en disant que les mots ne sont pas les bons, donc on ne regarde pas les concepts. Je pense qu'il y a là un point qui est extrêmement important, je ne te fais aucun procès sur le fond. D'ailleurs, je propose de mettre ça à l'ordre du jour de la suite de POPSU.

Alain Bourdin

Nous y reviendrons sans aucun doute. Je reprends la parole un instant pour dire qu'il faudra mettre au débat une prochaine fois de nouveau la question du programme POPSU. En particulier, ce que je voulais dire à titre personnel c'est que, du côté des chercheurs, il y a trois postures possibles dans les relations avec les acteurs, notamment avec les responsables politiques. Il y a la posture d'intellectuel, c'est-à-dire celui qui agite des idées, c'est exactement ce que j'ai fait tout à l'heure en introduction et, franchement, cela marche bien. La preuve, vous répondez ! Et en répondant vous pouvez me faire changer d'idée, on est dans le dialogue et cela marche assez bien. Cela marche assez bien en France.

Il y a une deuxième posture qui est la posture d'expert. Là-dessus, vous êtes demandeurs et nous on ne sait pas toujours faire, en toute honnêteté. Une posture de demande d'expertise, réponse d'expertise, cela ne marche pas si bien que cela devrait marcher.

La troisième posture c'est la posture du chercheur faisant connaître la construction de sa recherche à des acteurs. Là non plus cela ne marche pas très bien, mais dans l'autre sens. Du côté de l'expertise, le manque est très fort de notre côté et, du côté de la compréhension de ce que fait un chercheur, le manque est un peu de votre côté.

Ce à quoi correspond l'opération POPSU c'est à une tentative d'apprentissage collectif. Tentative certes pas aboutie mais nous pouvons peut-être continuer, je crois qu'il y a un vrai intérêt à faire cet apprentissage collectif sur les deux points sur lesquels cela ne marche pas si bien que cela.

Je voudrais relancer maintenant un petit peu sur l'objet de notre table ronde, c'est-à-dire sur les stratégies, et peut-être sur la question des savoirs dont on a besoin pour faire de la stratégie.

Gilles Retière

Je crois que nous avons besoin, et nous le trouvons assez facilement dans les agences d'études urbaines, d'avoir un éclairage sur tous les sujets, toutes les analyses statistiques. Peut-être que ce qui nous manque c'est d'avoir un peu plus

d'éléments sur les comportements : pourquoi nous, les ménages, réagissons-nous ainsi ? Pourquoi cherchons-nous à habiter de telle et telle façon ? Pourquoi est-ce que nous avons la volonté de ne pas être à côté de notre lieu de travail, d'avoir une certaine distance et de vivre une ville non pas dans un territoire restreint mais dans un territoire plus vaste ? Nous sommes, je crois, dans des comportements qui ne sont pas si rationnels que cela, qui sont des habitudes de vie ou de nouveaux espaces de liberté que les uns et les autres veulent se créer.

A vouloir penser la ville en essayant de dire comment est-ce que les gens vivront bien, nous fermons un peu les potentialités d'une vie multiple et diverse. Je crois que l'on aurait besoin d'avoir des éclairages sur ces comportements.

Patrick Rimbart

On parlait tout à l'heure de la complexité et que vous aviez vu que les choses étaient plus complexes que ce que vous croyiez. Nous la vivons tous les jours cette complexité. Face à cette complexité, nous avons besoin de croiser tous les regards de tous les savoirs, de toutes les boîtes à outils que l'on développe.

Je pense que c'est dans cet échange, par ces éclairages multiples que nous pourrions apprécier, nous positionner, réagir, avoir ce débat intellectuel – qui est toujours plaisant, mais que l'on ne peut pas toujours suivre, nous élus, parce que nous n'avons pas tous vos savoirs – et cette capacité d'expertise que l'on ne trouve pas toujours chez vous parce que « Monsieur, je ne suis pas dans le normatif, je suis au-delà du normatif, je suis un chercheur fondamental »...

Et puis, on a besoin quand même ici de croisements divers. Parce que, à force de se spécialiser – j'ai aussi un peu exercé dans le domaine de la recherche –, on n'y comprend plus rien, on ne sait plus où l'on est. On ne peut même plus parler avec un collègue qui est dans la même CNU que nous parce que, lui, il s'est spécialisé dans telle chose. Cette ouverture me semble essentielle.

Moi je peux bien me balader à Barcelone, à Malmö avec des urbanistes, des architectes qui m'expliquent. Mais il y a quelque chose que je ne comprends pas, c'est comment ce qui me semble être bien peut se développer ici et pas ailleurs et qu'il y a des montages, des histoires qui sont à chaque fois différentes. Mais il y a des choses qui sont quand même intéressantes. Soit j'ai l'œil de l'expert pointu, soit j'ai l'œil du touriste qui diversifie ses souvenirs, soit j'essaie d'approfondir la relation qu'il y a entre un territoire, son histoire, sa culture, ses savoirs, son modèle économique, les problèmes qu'il a rencontrés. Mais est-ce que ce que moi j'ai choisi de voir était la réalité de ce qu'il fallait voir dans ce pays ? Est-ce qu'il n'y avait pas aussi d'autres choses à voir ?

Je prends un exemple. On a fait Malmö, comme tout le monde, on a vu l'écoquartier, comme tout le monde. Il y avait des choses intéressantes parce

qu'ils avaient des grilles d'évaluation, des démarches pédagogiques. Puis au pied du pont, je dis : « C'est quoi ça ? », « Un quartier d'habitat social » me répond-on. Je leur explique un petit peu ce que je fais, puis un monsieur me dit : « C'est moi le chef de projet vente. Comme le chef de projet écoquartier n'était pas là, je l'ai fait, mais je vais retourner là-bas parce que c'est vachement plus intéressant. » C'est paradoxal, c'est poussé, mais ce que je veux dire par là c'est que l'on a besoin de tous les éclairages et de sentir des ouvertures de tous les côtés.

J'ai été surpris. Dans une réunion où participait Edgar Morin, j'ai vu une chercheuse primée internationalement, qui avait découvert l'alphabet, le génome, etc., qui venait le voir pour comprendre ce qu'elle faisait. Malgré tout son parcours, elle n'avait pas avancé d'un iota sur sa compréhension des choses et des différences.

Je cite cet exemple pour dire que nous avons besoin de spécialistes mais aussi de spécialistes qui se parlent. Pas forcément des généralistes, des spécialistes qui se parlent.

Nathan Starkman

Les propos précédents étaient très larges et ils me vont très bien. Je pense que l'on a énormément besoin de connaissance. Nous nous comparons beaucoup, je ne sais pas combien de fois je suis venu à Nantes voir ceci ou cela, et depuis des années. Nous nous comparons beaucoup mais peu avec l'étranger, pour des raisons très bêtes, nous avons des grilles de lecture différentes. Là-dessus, je pense qu'il y a des avancées à faire, même si j'ai fait Malmö aussi, bien sûr.

Les comportements, cela me paraît un sujet très fort parce que c'est quand même le cœur de nos petites affaires. Les ruptures, aussi. La mobilité dans les villes : rupture. On l'a constaté dans je ne sais combien d'enquêtes déplacements. Les trois ou quatre dernières montrent une rupture de la mobilité. Quand on interroge les experts, plus experts que nous, sur ce qui se passe ailleurs, dans les pays que l'on nous donne comme modèles, qui sont plus avancés que nous dans les domaines du développement durable, c'est extrêmement difficile d'avoir du retour.

Les ruptures, on peut multiplier. A Lille, on est peut-être à une rupture très importante, la croissance de la population tend vers zéro. Point d'interrogation. Là-dessus, il y a un peu de littérature sur des villes étrangères. A l'inverse, évidemment on réfléchit sur un regain d'attractivité qui entraînerait un regain démographique. Le regain d'attractivité, tout le monde sait comment on fait, c'est très facile. C'est une antiphrase, j'espère que vous l'avez compris... Le changement dans l'évolution démographique, point d'interrogation. Il y a plein de sujets sur lesquels on ne sait pas assez de choses et on voudrait en savoir plus.

Alain Bourdin

Vos diverses interventions font apparaître toute une série de perspectives qui montrent plutôt qu'il y a encore beaucoup à faire dans l'apprentissage collectif que j'évoquais à l'instant, parce que cela suppose aussi que l'on sache communiquer.

Je vous propose de revenir sur deux ou trois questions plus précises.

On fait souvent la distinction entre des stratégies qui sont plutôt centrées sur la constitution de l'agglomération elle-même et des stratégies qui sont plus des stratégies de développement, etc. Dans quelle mesure est-ce que vous acceptez cette distinction et dans quelle mesure pensez-vous que l'une doit être privilégiée par rapport à l'autre ? Avez-vous envie de répondre à cette question ? Y compris pour dire que ce n'est pas une bonne question...

Gilles Retière

Je ne sais pas où vous voulez nous entraîner... Si on parle du rapport Balladur...

Alain Bourdin

Non, je ne parle pas du rapport Balladur, je parle des intercommunalités qui ont une vraie préoccupation de fabriquer un territoire d'agglomération, donc qui ont une stratégie de fabrication du territoire d'agglomération, qui va avec ou qui ne va pas avec, qui s'articule facilement ou pas facilement avec une stratégie de développement.

Gilles Retière

Pour revenir au rapport Balladur..., nous partageons l'idée générale d'affirmer la présence des villes – je n'utiliserai pas le terme de métropole –, la présence des agglomérations, des ensembles de villes. Parce que je crois qu'il faut que nous avancions vers une mise vraiment en relation forte des acteurs sur un territoire pas trop vaste, sur un territoire assez restreint, finalement. Lille avec ces cent et quelque communes, je ne sais pas comment cela se présente, mais nos vingt-quatre communes, cela nous va bien... Là, il faut que l'on ait vraiment une coordination, une cohérence complète de la stratégie de vie sur ce territoire-là.

Maintenant, il faut que l'on apprivoise ceux qui sont juste à côté de nous, parce que nos voisins ont souvent peur de nous. Ces derniers mois, j'ai fait le tour des voisins – Ancenis, Clisson, Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, Machecoul, Saint-Brévin, etc. – qui nous disent : « On ne veut pas trop discuter avec vous. Nous, on veut conserver notre identité. » Je leur réponds : « Mais nous avons plein de sujets communs à discuter ! On ne va pas vous bouffer ! On va vous donner au contraire des capacités de mieux vous organiser si l'on en parle ensemble, nous on n'a pas la capacité de tout régler. »

Je crois qu'il faut que la gouvernance soit plus forte sans doute dans les villes mais que, en même temps, il y ait vraiment des structures de discussion inter-SCOT, de discussion inter-communautés. Je ne parle pas du département qui ne joue pas bien ce rôle-là. Les structures qui existent dans la conception de l'aménagement du territoire doivent, aux différentes échelles, organiser leur dialogue et la convergence de leurs politiques. Voilà ce que je ressens moi aujourd'hui.

Patrick Rimbart

Constituer la communauté urbaine de Nantes était une volonté. Rozé n'a plus peur de Nantes, on peut maintenant passer à autre chose... Je pense qu'il y a deux raisons de constituer une agglomération, c'est d'accompagner nos concitoyens qui nous ont élus pour qu'on les accompagne dans leur vie, tout simplement, et qui eux n'ont pas ces frontières de communes. Je ne vais pas reprendre les notions de bassins de vie... Il y a l'aire urbaine qui définit quelque chose mais ils ont quelquefois encore plus de mobilité. Et puis c'est différent dans la semaine, donc nous n'avons plus maintenant des mouvements réguliers. On pense que c'est un peu erratique parce qu'on ne les a pas suffisamment étudiés et très bien compris, donc on dit qu'ils font n'importe quoi... Il y a donc la volonté d'accompagner cette réalité de vie.

Puis se mettre ensemble, oui, mais pour quel projet ? C'est pour se développer. Il y a eu un débat il y a un ou deux ans où tout le monde disait : « Vous grossissez, vous avez fait un SCOT avec d'autres, puis vous parlez encore avec d'autres. Qu'est-ce que c'est que tout cela ? Il y a des grues, il y a des gens que l'on n'avait pas vus qui arrivent, est-ce que, finalement, on ne va pas perdre notre identité, notre qualité de vie ? » C'est ce que l'on pourrait résumer par « la tentation de la pause ».

On la connaît cette tentation. Chaque maire sait bien que s'il ne construit pas un logement pendant son mandat, il perd un certain pourcentage de sa population. Il peut être réélu mais il ne va pas voir beaucoup de population au bout de deux ou trois mandats. C'est une image. Je pense que l'objectif c'est de se développer. Après, il y a l'ambiguïté du mot développement. Je ne vais pas dire que le mot développement est un mot creux... Je pense qu'on le fait pour le développement en tout cas. Je ne fais pas de procès à tous les mots que l'on peut mettre derrière développement et je ne vais pas faire de sémantique là-dessus.

Aujourd'hui nos villes, au sens large du terme, nos villes territoires, sont vraiment le lieu de production, de consommation, de recherche, d'interrogations, d'échanges, etc. Si votre perspective c'est de ne plus réfléchir, de ne plus accroître le niveau de formation, de ne plus être créateur, c'est la mort du territoire. Je crois donc qu'il n'y a pas antinomie et contradiction entre les deux.

Je pense que l'un des gros sujets que nous aurons dans les années à venir – sur les moyens, sur les méthodes, on peut tous s'opposer mais on partage un certain nombre de choses – c'est quand même la pyramide démographique. C'est un enjeu demain vital pour nos villes de ne plus avoir que des vieux riches et des jeunes pauvres. Ce lieu qui est le lieu de toute création ne peut pas devenir un lieu d'oppositions, de violence et d'absence de solutions. Et on ne peut pas résoudre les problèmes en n'ayant que ce type de populations. Ce problème-là, on ne l'aborde pas.

Il y a d'autres problèmes de société que l'on pourrait également aborder. Gilles Retière parlait du manque de personnes nous permettant de comprendre notre comportement, à nous habitants. Il y a en effet des phénomènes sociaux qu'aujourd'hui on ne veut absolument pas regarder ! Nous sommes toujours sur les modèles de la famille nucléaire, etc., mais aujourd'hui ce n'est plus le cas. Comment développe-t-on nos politiques publiques par rapport aux formes de socialisation de base qui existent ? Soit on clame qu'il faut retourner à la famille telle qu'on l'a connue dans le bon vieux temps et que c'était mieux avant, soit on regarde comment l'on est et, compte tenu de ce que l'on est, on réfléchit à comment faire. Moi, je ne connais pas beaucoup de recherches là-dessus.

Alain Bourdin

Si, il y a des milliers de pages sur ce sujet.

Patrick Rimbart

Non, il y en a plein pour décrire la détresse de ces personnes. Mais pour montrer comment, dans la ville, elles se comportent, ou sur les politiques publiques qu'il faut faire pour les accompagner, il n'y a vraiment pas grand-chose.

Alain Bourdin

Sur les politiques publiques, non. Mais sur les comportements, si, il y a des choses.

Patrick Rimbart

J'exagérerais un peu... Mais que faire par rapport à ça ? Même sans être dans une politique d'offre. Et cela pose un certain nombre de problèmes pour tout ce que nous faisons. Par rapport à l'organisation de la ville, par rapport à l'organisation de l'habitat, par rapport à l'organisation des services publics. C'est aussi un problème urbain. Mais il n'est pas abordé, il n'y a pas de réflexion là-dessus.

Je pense que nous avons aujourd'hui de gros problèmes devant nous. Comment les partager et réfléchir ensemble à ces sujets et à cette évolution des enjeux de l'urbanisme, l'enjeu de l'urbanisme n'étant pas de faire la ville idéale parce que si

l'on y arrive un jour, il faudra dire à tout le monde : « Stoppez, restez comme vous êtes ! Ne changez ni en nombre ni en qualité, nous avons trouvé le modèle idéal. » Ça, c'est le paradis mais je ne suis pas là pour vous le promettre.

Conclusion

Patrick Rimbart, vice-président de Nantes Métropole

Vous n'échapperez pas aux remerciements de courtoisie pour votre présence, pour votre assiduité. Au-delà, je remercie sincèrement ce que le POPSU a mis en marche, son comité scientifique, tous ceux qui ont travaillé. J'ai suivi cela un peu de près de temps en temps et j'ai vu que le rythme dans les villes n'était pas tout à fait le même, que les débats au sein des villes mêmes étaient un peu compliqués. Je vous remercie donc pour tout ce que vous avez fait, connaissant le rythme de la recherche, la difficulté de cette recherche, des structures dans lesquelles vous travaillez et des problèmes que vous avez, parce que je ne sais pas d'ailleurs si vous existez... Moi, je viens juste d'être rayé de cette grande maison. Je pense que ce travail-là mérite poursuite.

J'espère que nous allons pouvoir tous aller dans la ville de Bordeaux et dans les autres villes parce que ce parcours est passionnant, et nous y entendrons certainement d'autres choses, nous aurons d'autres résonances. Je pense qu'il faut également voir comment tout ce que vous avez fait, et tout ce qui nous laisse sur notre faim, peut être poursuivi parce que je crois beaucoup au dialogue entre nous.

Je n'ai pas regardé une ligne de ce qui a été écrit sur Nantes avant que ce soit publié. Je n'ai pas voulu le faire. Je pense que c'est le minimum pour parler ensemble et le minimum pour créer un climat de confiance. Mais un climat de confiance pour faire quoi ? Comment pouvons-nous avoir ce dialogue qui perdure ? Nous nous sommes écoutés les uns et les autres, nous nous faisons des critiques mais cela me semble quelque chose d'essentiel. Je pense que nous sommes plus ou moins des intellectuels, nous essayons plus ou moins de trouver des idées, des boîtes à outils, nous avons plein de questions et essayons de trouver des réponses, de trouver l'appareil conceptuel qui permet soit d'éclaircir notre pensée, soit de formuler notre question, soit de problématiser. Nous avons besoin de ce dialogue.

Mais, et j'en terminerai là, j'ai une interrogation quand je vois le chemin à parcourir par rapport à l'habitant que je rencontre tous les jours. Pourtant, il y a des recherches sur la démocratie à Nantes, qui n'est pas vraiment une démocratie, qui

est du pipeau... Comment faire ce lien sans aller dans la vulgarisation, sans aller dans l'expertise ? Comment construire une intelligence territoriale à partir de votre travail, de votre présence, dans ce territoire ? Comment est-ce que tout le monde peut en profiter et comment est-ce que l'on construit globalement, comment est-ce que l'on dit, au-delà des discours, qu'il faut faire de la recherche, qu'il faut augmenter le niveau, etc. ? Et comment, dans les pratiques, dans nos liens, dans les domaines qui sont les nôtres, participe-t-on aux objectifs que l'on donne si facilement à d'autres ?

Merci d'avoir participé à ce colloque, la ville de Nantes sera toujours une ville d'accueil pour vous. Merci pour vos échanges et votre travail.

*

*

*